

Vincent Lemire (université Paris-Est / Marne-la-Vallée) :
« Ouvrir les archives d'une ville fermée ? »

Workshop Ouvrir les archives. Archives nationales, 13-14 avril 2015

Le titre donné à cette communication renvoie davantage à une intuition commune qu'à une réalité observée. L'intuition communément partagée c'est que Jérusalem serait une ville « fermée », « verrouillée », enfermée dans ses structures et ses clôtures religieuses. Mais le point d'interrogation est décisif, car la réalité c'est que Jérusalem est au contraire une ville « ouverte », grande ouverte, depuis toujours, à tous les vents, à toutes les conquêtes, à toutes les ingérences, à toutes les appropriations, qu'elles soient symboliques, textuelles, militaires ou territoriales. De ce fait, la problématique auquel le projet Open Jérusalem est confronté ce n'est pas de se heurter à une ville globalement fermée mais de circuler entre des alvéoles documentaires qui — du fait même de l'ouverture de la ville à tous les vents de l'histoire — sont mal reliées entre elles voire totalement isolées les unes des autres. Jérusalem n'est pas une ville fermée sur l'extérieur ; c'est une ville cloisonnée, parcourue de fractures internes.

Ceci étant posé, je voudrais insister sur ma position de parole. D'où je parle ? Selon quelle logique et selon quelle éthique d'action ? Nous sommes ici réunis aux Archives nationales, et cette rencontre accueille des archivistes (ou conservateurs) et des historiens. Je crois qu'il faut assumer nos différences, même s'il ne faut pas les sur-accentuer pour le plaisir de la joute verbale. Est on en train aujourd'hui de rejouer ici la vieille opposition entre logique de conservation et logique de communication ? Oui, d'une certaine manière, puisque la mission première des archivistes est bien de *conserver* la documentation, de garantir son intégrité contre les usages et les mésusages ; alors que la mission première des historiens est (ou devrait être) d'ouvrir la documentation, de la rendre publique, de l'interpréter, de la traduire (au sens littéral ou au sens figuré : d'en traduire le sens) et donc forcément de la trahir, en tous cas de trahir son absolue intégrité et son absolue intégralité. Car toujours l'historien choisit, sélectionne, met en discours, et donc se trompe, produit un écart et « fait mentir » la documentation. Traduire, on le sait, c'est trahir (*traduttore / traditore*) mais ouvrir aussi c'est trahir, c'est *déjà* trahir.

Pourtant, si on s'en tient à ce jeu de rôles, alors ces journées ne serviront à rien ni personne. Chacun jouera sa partition : l'archiviste jouera à l'archiviste (conservateur), le juriste jouera au juriste (suspçonneux) et l'historien jouera à l'historien (enthousiaste et forcément approximatif : le chien fou dans un jeu de quilles). Je voudrais donc essayer de déjouer cette partition, ce jeu de rôles, pour dépasser cette sempiternelle opposition entre logique de conservation et logique de communication, entre fermeture et ouverture des archives. Pour cela je voudrais montrer que le projet Open Jérusalem a été pensé dès son origine à l'articulation de ces deux logiques d'action, de ces deux éthiques professionnelles, celle de l'archiviste et celle de l'historien, celle de la conservation, celle de la communication et celle de l'interprétation. Les historiens qui travaillent dans le projet Open Jérusalem ne se considèrent pas comme des « chasseurs cueilleurs » d'archives. Ni chasseur, ni cueilleur, ni même forcément moissonneur, les historiens engagés dans ce projet tentent avant tout de comprendre — de « prendre avec eux » — les diverses logiques d'archivages, évidemment différentes selon les communautés, les cultures religieuses,

les contextes socio- ou géo-politiques. Très concrètement, le projet a été pensé avec des partenaires archivistes, avec les Archives nationales, avec Yann Potin, avec les responsables des institutions locales qui conservent des archives. Une approche collaborative, donc, qui respecte pleinement les logiques de conservation, qui tente même de les intégrer à la démarche d'ouverture inhérente au projet. Une approche *bottom-up*, comme on dit aujourd'hui dans les rencontres académiques transnationales.

Il n'en reste pas moins vrai qu'Open Jérusalem est un projet d'historiens, porté par un historien expertisé et validé par le panel SH6 de l'ERC (« les sociétés humaines du passé »). L'ERC (*European Research Council*) est une institution européenne, qui milite ouvertement pour une histoire transnationale ouverte et pour l'accès aux données le plus libre possible. C'est sans doute pour cela que l'ERC a décidé de soutenir et de financer ce projet qui était explicitement présenté comme une tentative de « déverrouillage » des archives et des historiographies. Ce que je voudrais ici c'est éviter d'abonder dans l'idéologie de l'ouverture totale et de la transparence, défendre une éthique de la prudence et des seuils d'intimité. Mais sans pour autant céder à un trop facile retour de balancier : refuser la naïveté de l'ouverture comme dilution de tous les obstacles, mais refuser aussi un certain révisionnisme conservateur et, pour tout dire, réactionnaire.

Pour ce faire j'aborderais trois points, pour montrer que la question générale « ouvrir les archives » mérite en fait d'être dépliée, d'être déplacée, d'être reformulée, selon trois niveaux de lecture, dans le cas précis de Jérusalem.

- L'ouverture *des* archives comme réponse à une historiographie clôturée
- L'ouverture *entre* archives, pour construire une histoire connectée ou transnationale
- L'ouverture de Jérusalem — c'est-à-dire de l'objet de la recherche elle-même — pour construire une histoire globale d'une ville globale : où il s'agira moins de forcer l'ouverture des archives que de déplacer le regard vers des lieux d'archives plus accessibles et moins visités que le « bassin sacré » de la vieille ville et de ses immédiats alentours.

L'ouverture *des* archives pour répondre à une historiographie clôturée

L'histoire de Jérusalem, qui est sans doute l'exemple même de ce que l'on peut appeler une « ville-monde » et qui devrait à ce titre bénéficier des avancées historiographiques récentes de « l'histoire globale » ou de « l'histoire connectée » reste paradoxalement l'une des histoires les plus émietées et les plus fragmentées qui soient. Jérusalem, qui est la définition même d'une ville transnationale puisqu'elle est depuis toujours traversée par des souverainetés nationales concurrentes sans jamais se confondre totalement avec elles, demeure le support presque exclusif d'historiographies communautaires, nationales voire nationalistes, ce qui est logique sur un plan géopolitique mais difficilement acceptable sur un plan scientifique. La question de la fermeture des archives se posent donc à Jérusalem encore plus qu'ailleurs et conduit encore plus qu'ailleurs à un véritable contresens historiographique : car Jérusalem, contrairement à ce que pourrait suggérer le titre de cette communication, n'est pas une ville fermée. C'est une ville ouverte à tous les vents, à toutes les influences, à toutes les puissances, à toutes les ingérences, à tous les déplacements de souverainetés, de populations — et de papiers —, et cela depuis toujours.

Très basiquement, l'analyse des conditions d'accès aux sources primaires de l'histoire de Jérusalem conduit à identifier trois clôtures majeures.

- La première clôture est bien sûr d'ordre **géopolitique** ou frontalière : il y a des frontières entre les archives, il y a des check-points, il y a des murs, il y a des contrôles d'identité, il y a des refus d'accès. La plupart des chercheurs qui travaillent sur Jérusalem, pour des raisons qui touchent à leur nationalité, à leur identité religieuse ou à leur engagement politique, parfois simplement à leur prénom, ne peuvent physiquement pas accéder à l'ensemble des sources disponibles. Les chercheurs israéliens, par exemple, ne peuvent pas accéder aux archives des fondations pieuses musulmanes (*waqf*) conservées à Abu-Dis, à l'Est du mur de séparation. A l'inverse, les chercheurs et étudiants palestiniens ne peuvent pas accéder aux sources conservées dans la partie occidentale de la ville (archives municipales, *Central Zionist Archives*, etc). Il faut souligner que les archives des waqfs ou les archives municipales, pour ne prendre que ces deux exemples, ne sont pas des détails anodins au sein du corpus documentaire disponible, mais sont au contraire des éléments fondamentaux pour approcher et comprendre l'histoire de la ville. Les chercheurs internationaux, pour leur part, confrontés à ces difficultés d'accès aux sources locales, se replient massivement sur les récits de voyage et sur les sources diplomatiques exogènes, conservées dans leurs pays respectifs, ce qui accentue la tendance initiale d'une historiographie déconnectée des réalités locales et aimantée par les seuls enjeux géostratégiques.
- La seconde clôture est d'ordre **linguistique** : Jérusalem est une Tour de Babel linguistiques. La ville de Jérusalem produit et conserve depuis toujours des archives dans une multitude de langues. Les massifs documentaires sont constitués dans une multitude de langues mais parfois les langues sont mêlées à l'intérieur d'un même massif documentaire (on trouve du grec et de l'arabe dans les archives du Tribunal grec orthodoxe ; on trouve de l'ottoman et de l'arabe dans les archives de la municipalité ottomane...), et parfois certains documents sont écrits dans une langue qui ne correspond pas à son alphabet manifeste (c'est le cas des registres de baptême de l'église syriaque, par exemple, qui sont rédigés en langue arabe mais avec un alphabet syriaque, ce qu'on appelle l'écriture « garshouni »)... Pour accéder à une vision synthétique de l'histoire urbaine de Jérusalem, il faudrait donc théoriquement maîtriser les syntaxes et les paléographies arabe, hébraïque, ottomane, latine, grecque, arménienne, éthiopienne, russe... mais aussi toutes les langues européennes, puisque Jérusalem est depuis toujours, et singulièrement depuis le milieu du 19^e siècle, une « ville monde » au sein de laquelle toutes les nationalités, toutes les croyances et toutes les populations se croisent. Cette polyglossie globale, impossible à réaliser à l'échelle individuelle, est aujourd'hui à portée de main si on mobilise les outils de traduction, d'indexation et d'interconnexion des *digital humanities* : une équipe internationale structurée, dotée des moyens suffisants et animée par un esprit véritablement collaboratif peut en quelques années opérer un tournant décisif dans l'historiographie de la ville sainte.
- La troisième clôture est proprement **archivistique**, elle renvoie aux conditions de structuration ou de déstructuration des archives elles-mêmes : pour les non-spécialistes il est sans doute moins immédiatement perceptible que les barrières frontalières ou linguistiques, mais il est pourtant l'obstacle le plus sérieux, sur lequel une attention

particulière doit donc être portée dans le cadre de ce projet. En réalité, lorsqu'un chercheur réussit à traverser les deux obstacles frontaliers et linguistiques (en coordonnant par exemple une équipe internationale), il doit encore gagner la confiance des archivistes et obtenir leur aide régulière pour pouvoir simplement accéder aux documents dont il a besoin. Une grande partie des archives conservées ne sont en effet que très peu ou très mal décrites et inventoriées. Pour des raisons qui renvoient à la fois au manque de moyens financiers, à un défaut de compétences archivistiques mais surtout évidemment au contexte géopolitique, les fonds d'archives concernant Jérusalem ne disposent souvent au mieux que d'une description sommaire des documents conservés, et quand ils existent, ces inventaires sont généralement lacunaires et rédigés dans la langue dominante du fonds d'archives (arabe, hébreu, turc, arménien, éthiopien, grec...), ce qui en interdit *de facto* l'accès à la plupart des chercheurs — ou, pire, dans une langue de clôture qui est parfois différente de la langue des documents eux-mêmes. En russe, par exemple, dans les archives nationales de Erevan qui conservent une grande partie des archives du Catholicos d'Etchmeadzin, car ces archives ont été décrites au moment de la période soviétique. Ou en hébreu, autre exemple, aux *Central Zionist Archives*, pour des documents pourtant rédigés fréquemment en allemand ou en anglais, ce qui pose de très sérieux problèmes d'indexation des noms propres en particulier. Ouvrir les archives c'est donc d'abord traduire les inventaires, partager les outils d'accès.

Bref : en plus d'être inaccessibles (à cause des obstacles frontaliers) ; souvent illisibles (à cause des obstacles linguistiques), les archives de Jérusalem sont donc de toutes façons le plus souvent « invisibles », puisqu'aucun inventaire robuste et structuré ne permet de percevoir ce que chaque fonds contient ou ne contient pas. Avant mener une numérisation *quantitative* de la documentation disponible — ce qui au passage ne permet pas de lever l'obstacle linguistique — il faut donc d'abord mener une démarche de description *qualitative*, en élaborant des inventaires analytiques solides et cohérents, adossés aux meilleurs standards européens en la matière.

La conjugaison de ces trois clôtures donne le résultat suivant : la plupart des historiens de Jérusalem élaborent des stratégies de niche, pour construire leur propre légitimité. Cette stratégie de niche ou de « pré carré » est une déformation professionnelle qui se retrouve chez bien des historiens, à Jérusalem ou ailleurs, mais elle est incontestablement accentuée dans le cas de Jérusalem. chaque historien y construit sa propre niche puis la transforme en une « cache », qu'il visite de temps à autre pour y puiser matière à articles, en prenant bien soin de toujours refermer la porte derrière lui. La plupart des historiens de Jérusalem se limitent à étudier l'histoire d'une seule communauté de la ville sainte, contribuant à l'élaboration d'un récit historique segmenté, qui ne permet pas de percevoir la ville dans sa globalité et dans son urbanité, dans sa citadinité. Des contraintes géopolitiques et linguistiques conduisent les chercheurs internationaux à travailler chacun sur les sources auxquelles ils peuvent accéder et qu'ils sont capables de déchiffrer, ce qui accentue la fragmentation des récits historiques sur la ville. Les travaux historiques sur Jérusalem sont par ailleurs fréquemment accompagnés de prises de position politiques ou religieuses sur le présent ou l'avenir de la ville, ce qui accentue encore le problème initial. Entre les sources conservées en Israël et en Palestine dans une multitude de langues et de formats, dans les différentes institutions religieuses de la ville, à Istanbul, à Londres, à Amman, à Genève et ailleurs, les chercheurs choisissent le plus souvent un seul segment documentaire, ce qui les entraîne vers une vision partielle et donc partielle de l'histoire

de la ville. Ces trois défauts contribuent au même résultat : l'historiographie et finalement l'histoire de Jérusalem est une histoire en miettes, cloisonnée, segmentée... clôturée, comme striée de barbelés. Une multitude de niches, ou de « caches d'archives », ouvertes (entr'ouvertes plutôt) seulement à ceux qui en connaissent le « sésame ouvres toi ! », évidemment différent à chaque fois. Le projet Open Jérusalem est une tentative de réponse globale à ces trois logiques de clôture.

L'ouverture *entre* archives, pour construire une histoire connectée

Je voudrais ici déplacer la question de départ, celle de l'ouverture *des* archives, pour explorer la question de l'ouverture *entre* archives. Car la question n'est pas tant, ou en tous cas pas seulement, d'ouvrir le plus de cartons possibles mais elle est surtout d'ouvrir les archives à d'autres archives, de mettre les archives « en regard » les unes des autres. D'où aussi l'enjeu de la traduction. Cette nécessité prend parfois un tour très concret : bien des documents concernant les éthiopiens de Jérusalem sont conservés dans les archives impériales ottomanes ; bien des documents concernant les grecs sont conservés dans les archives arméniennes ; bien des éléments concernant toutes les communautés de Jérusalem sont conservés au sein des archives du Tribunal islamique, qui traitait les conflits externes ou internes de toutes les communautés de la ville, bien au-delà des seuls musulmans. Dans cette logique de réseaux urbains interconnectés, on comprend qu'on pourrait multiplier les exemples à l'infini, ce que nous confirment les sondages déjà effectués.

Pour cela je voudrais rapidement replacer le projet Open Jérusalem dans la logique de mon parcours de recherche. Je suis arrivé à Jérusalem en 1998 sans aucune « spécialité », au sens académique du terme. Sans légitimité ni compétence linguistique lourde. J'avais fait de l'arabe et de l'hébreu, de façon assez intensive, c'était suffisant pour « me débrouiller », mais insuffisant pour être véritablement efficace. Surtout, je parlais du constat évident que ces deux langues, même parfaitement maîtrisées, seraient toujours insuffisantes pour aborder l'ensemble de la documentation, et donc l'ensemble de l'histoire globale d'une ville globale. Contrairement à une certaine tradition orientaliste, j'ai voulu immédiatement assumer cet obstacle linguistique plutôt que de le passer sous silence. J'ai voulu aborder ce terrain sans aucune « accréditation », pourrait-on dire, sans badge d'accès automatique à l'un de ses blocs documentaires. Sans possibilité, donc, de construire ma légitimité sur l'exploitation exclusive d'un de ces blocs documentaires. Mais sans risque, non plus, de m'enfermer dans aucun de ces blocs... De ce fait, la circulation entre les différents massifs documentaires a tout de suite été mon réflexe. Ma légitimité, ma valeur ajoutée, viendrait de ma capacité à relier les documentations, à circuler entre elles. L'histoire de Jérusalem que je voulais élaborer serait forcément une histoire « connectée », même si le terme n'était pas encore à la mode.

Pour cela il me fallait trouver un objet à la fois transversal et transposable. Je me suis d'abord arrêté sur les réseaux d'adduction hydraulique : objet robuste, explicite, qui supporte la longue durée (transports chronologiques), qui supporte aussi les transpositions thématiques (dimension patrimoniale, religieuse, sociale, urbanistique, administrative, géopolitique, géostratégique). Objet aussi qui, en lui même, circule dans la ville, relie les différents segments de la ville. Car l'eau, propre ou sale, potable ou non, coule et s'écoule. J'ai donc fait le choix d'un **carottage thématique**, dans le cadre de ma thèse de doctorat (1999-2006) : première stratégie pour

« relier » une documentation pléthorique et éparpillée, pour ouvrir les archives à d'autres archives. Le concept d'hydrohistoire consistait non pas à élaborer une monographie historique des réseaux hydrauliques sur un territoire donné mais à tenter une histoire globale d'une société urbaine par l'analyse des enjeux territoriaux, sociaux, politiques et religieux de l'approvisionnement et de la distribution d'eau potable : une histoire de Jérusalem *par* l'eau et non pas une histoire *de* l'eau à Jérusalem. En plus du renouvellement thématique induit par cet angle d'approche, cet « essai d'hydrohistoire » permettait de traverser et de mobiliser des ressources documentaires très variées, l'eau étant par définition et à toutes les époques un objet d'échanges ou de conflits intercommunautaires et transfrontaliers.

Dans un deuxième temps, j'ai tenté l'expérience d'un **carottage chronologique**, avec le projet « Jérusalem 1900 », qui est devenu un livre. Il s'agissait de placer la focale non plus sur un thème particulier mais sur une période précise, encore une fois pour tenter une approche globale du fait urbain. Placer le curseur chronologique sur une période donnée et tenter un panorama non pas exhaustif mais représentatif de la ville à ce moment T de son histoire. La synthèse de ces deux tentatives pourrait peut-être se réaliser dans un projet à venir sur le tremblement de terre du 11 juillet 1927. Il s'agit là d'un véritable « chronotope », un lieu-temps, qui permet la description d'un lieu et d'un moment solidaires. Un événement total, aussi, qui traverse par définition l'ensemble des segments de la ville. Un révélateur et un observatoire qui permettrait, encore une fois, de relier les massifs documentaires entre eux. Tout ce parcours explique la spécificité du projet Open Jérusalem.

Ce n'est pas ici le lieu de développer les aspects strictement méthodologiques du projet Open Jerusalem. On trouve sur le site *Hypothèses* du projet une description des différentes phases du projet. Je vais donc résumer très succinctement ces différentes phases :

La première phase du projet est décisive et véritablement inédite : il s'agit, avant de se lancer dans l'analyse fouillée des contenus, de dresser de façon exhaustive et systématique un « panorama » des archives : la liste des lieux de conservation de matériaux d'archives concernant la période 1840-1940. Cette phase est décisive parce qu'elle permettra de disposer pour la première fois d'un tableau de bord de l'ensemble des archives disponibles, indispensable pour la suite du projet. Par ailleurs cette « cartographie documentaire » promet d'être en elle-même riche d'informations : par les masses relatives de chacun des fonds, par les lacunes prévisibles ou imprévisibles, par une première vision qualitative des contenus, cette cartographie des archives de Jérusalem 1840-1940 offrira d'une certaine manière une vision « souterraine » de la ville sainte aux 19^e-20^e siècles, une vision par ses dépôts d'archives, qui peuvent être vus comme autant de « monuments de papiers », sur lesquels d'ailleurs se fondent généralement la légitimité des monuments de pierre qui les surmontent. Jusqu'ici, aucun des quelques projets relatifs aux archives historiques de Jérusalem ne s'est attaché à réaliser cette indispensable phase préalable, ce qui a condamné ces programmes à une vision pointilliste et parcellaire des ressources documentaires disponibles. Il s'agit de prendre le temps d'un véritable état des lieux et des ressources, d'une authentique pesée archivistique.

La seconde phase du constitue la suite logique de la première phase : il s'agit de passer d'une vision panoramique (ou horizontale) des fonds disponibles ou des contenants à l'analyse de leurs contenus, c'est à dire à une vision verticale de la documentation, par la description. L'originalité principale du projet, à cette phase, consiste à ne *pas* se lancer de façon précipitée dans de

coûteuses et aléatoires opérations de numérisation des fonds, pour ne pas perdre de vue l'exigence scientifique fondamentale du projet qui consiste avant tout à accéder à une maîtrise et à une connaissance exhaustive des documentations disponibles, dans une langue accessible à tous, levier historiographique essentiel pour renouveler véritablement les pratiques concrètes des historiens de la ville sainte. Il y a une seconde justification à cette volonté de ne pas orienter prioritairement le projet Open Jerusalem vers la numérisation systématique : compte tenu des tensions géopolitiques sur place, la demande d'une libre numérisation des documents eux-mêmes risque, dans bien des cas, de fermer brutalement et définitivement la porte de certains fonds d'archives. La volonté de ne pas prioritairement orienter le projet vers la numérisation est donc une décision assumée et pragmatique. Ouvrir les archives, c'est d'abord les identifier et les décrire convenablement. Ce n'est pas forcément les capter, les capturer, même par le moyen de la numérisation.

La troisième et dernière phase du projet consiste à rassembler les éléments d'une nouvelle histoire de la citoyenneté dans la ville sainte. Pour interconnecter les récits historiques fragmentaires et pour circuler au sein de l'archipel documentaire que nous aurons constitué, nous allons travailler à partir de la notion de citoyenneté, en visant en priorité les institutions porteuses d'une identité citadine capable de dépasser, dans une certaine mesure, les identités ethno-religieuses particulières. La notion de citoyenneté est ici empruntée au vocabulaire de la géographie urbaine : elle est proche de la notion d'urbanité, mais se focalise en particulier sur la relation identitaire dynamique qu'entretiennent (ou non) les citoyens avec leur environnement urbain. La citoyenneté n'est pas une notion vaporeuse, abstraite, qui flotterait au dessus de la ville; ce n'est pas seulement une catégorie discursive. Bien au contraire elle s'incarne dans des institutions, des acteurs, des pratiques, des échanges. C'est pourquoi il faut repartir des archives, justement, pour pister quels sont les lieux et les modalités de cette fabrique de la citoyenneté à Jérusalem dans les années 1840-1940. Cette histoire est une histoire connectée parce qu'elle cherche, au sein d'un archipel documentaire complexe, les points de contact qui montrent les circulations, les interactions et parfois les hybridations entre différentes traditions et différentes communautés. Dans cette enquête, le concept de « biens publics » est évidemment central, et il sera en particulier décliné autour des notions d'espaces publics, de temps publics, d'opinions publics et de savoirs publics.

Ouvrir les archives ou ouvrir Jérusalem ? De l'intra-muros à l'extra-muros

Je voudrais ici, en guise de conclusion, revenir à l'acronyme du projet, « Open Jerusalem ». Il s'agit bien en effet d'ouvrir Jérusalem elle-même, d'ouvrir l'objet de recherche lui-même, et dans cette optique la question de l'ouverture des archives doit être envisagée comme un moyen, non pas comme une fin. La question nodale, qui doit précéder celle du « pourquoi / comment ouvrir les archives » doit donc être celle de la définition ou de la délimitation de l'objet de recherche lui-même : Jérusalem. Où est Jérusalem ? Ou, pour le dire autrement : jusqu'où trouver Jérusalem ? Et, pour rattacher ce questionnement quasi-mystique au projet pragmatique Open Jerusalem : jusqu'où ouvrir, ou ne pas ouvrir, Jérusalem ? Cette formulation nous a été généreusement proposée par Pierre-Yves Saunier, compagnon de route du projet, infatigable défenseur d'une histoire transnationale « en actes », lors d'un séminaire du projet en juin 2014.

Si on veut répondre à cette question nodale : où est Jérusalem et où sont les archives « de » Jérusalem ? On constatera que la réponse n'est pas forcément « à Jérusalem », ou « dans Jérusalem ». Car, comme partout ailleurs mais peut être un peu plus intensément qu'ailleurs, les papiers « de » Jérusalem circulent, les archives « de » Jérusalem circulent, voyagent, se transmettent, et finalement se déposent, créent des « dépôts », des dépôts d'archives, un peu partout (à Istanbul, à Erevan, à Amman, à Athènes, Saint-Pétersbourg, à Addis-Abeba, à Rome, à Londres, à Berlin, à Vienne, à Paris et à Nantes, à Washington, mais aussi possiblement dans chaque foyer de chaque touriste ou de chaque pèlerin, donc effectivement un peu partout). Jérusalem, en tant que ville-monde (ou « hub » mondial, depuis toujours) est partout, ou en tous cas bien au-delà de ses murs. C'est la dimension extra-muros et véritablement transnationale du projet éponyme Open Jerusalem.

De fait, depuis le lancement du projet, on peut constater que les chercheurs impliqués s'éloignent de plus en plus des murs de Jérusalem, et que la recherche de documentations à l'extérieur de la ville donne d'excellents résultats. Cela ne veut pas dire que la documentation ainsi identifiée soit une documentation *exogène* (qui n'est pas la cible première du projet), car par le jeu des correspondances expédiées/ reçues / conservées, une bonne partie de la documentation *endogène* (produite à Jérusalem) se trouve aujourd'hui conservée hors de la ville, parfois à des milliers de kilomètres, dans des institutions considérées comme plus sûres que n'importe quelle institution locale. En somme, à partir de ce constat, le projet Open Jérusalem décale légèrement son angle d'approche : aujourd'hui il s'agit moins de forcer les archives à s'ouvrir que de trouver des voies d'accès parallèles aux massifs documentaires inaccessibles. Nous sommes donc dans une logique de déplacement plutôt que de passage en force. Dans une gymnastique du pas de côté plutôt que du pied dans la porte ou du coup d'épaule. Si on considère que Jérusalem est un nœud — bien serré — où se trament depuis toujours des réseaux d'influences transnationaux multiples, on pourrait décrire le projet Open Jérusalem comme une quête des ramifications qui s'ordonnent autour de ce nœud central et qui permettent de lui donner sens.